

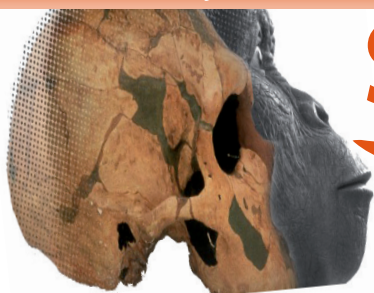


TIC :
Plus de mille participants à la première édition d'Africa GTBM. Page 5.



Une forte contribution de la BADEA en vue pour le financement du PNDES. Page 6

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°220 du samedi 26 novembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 13.
- **Activités du gouvernement.** P. 6.

ÉCONOMIE

Assemblée générale du Club des Hommes d'affaires Franco-Burkinabè : Bilan et perspectives

P.2 Région du Centre

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Le Présidium: de gauche à droite, Monsieur Siaka GOW trésorier, Monsieur Pierre FONKENELL 1er vice président, Monsieur Mathieu BAYALA Président du club, Monsieur HEMA Arjousma, 3ème vice Président.



Célébration des 10 ans de l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya

Les 03 et 04 décembre 2016





Assemblée générale du Club des Hommes d'affaires Franco-Burkinabè :

Bilan et perspectives

Région du Centre

C'est la Salle de Conférence de la maison de l'entreprise et de l'industrie du Burkina Faso qui a accueilli ce Jeudi 24 Novembre l'Assemblée Générale du Club des Hommes d'Affaires Franco-Burkinabè (CHAFFB). L'ordre du jour a porté sur l'exposé des rapports d'activités, la présentation des nouveaux membres ou cooptation de membres et les divers.

Avant tout propos, le *Président du club Mathieu BAYAYLA* a salué la présence de tous les membres et des journalistes présents à cette assemblée Générale. Puis il a présenté les membres du présidium qui ne sont autres que quelques membres du bureau entrant.

Enfin l'honneur est revenu à *Monsieur HEMA Ardjouma, Directeur Général de ALUFA et 3^{ème} Vice-Président* de présenter le bilan moral du club. Le Bureau entrant élu en Novembre 2015 a poursuivi les activités entamées par l'équipe précédente. « *Le but de ce rapport moral est de retranscrire toutes les actions menées au cours de l'année 2015 et dans la perspective d'apporter des nouvelles idées de travail pour la suite du mandat.* » selon Monsieur HEMA.

Durant l'année, le bureau a tenu cinq (05) réunions au siège autour des questions relatives aux intérêts du CHAFFB et pour ainsi assurer son bon fonctionnement. Il a également tenu des rencontres débats, une formation sur les dispositions dans le droit OHADA, un forum fiscale et enfin une Assemblée Générale Statutaire.

Pour ce bilan de mi-parcours il



Le Présidium: de gauche à droite, Monsieur Siaka GOW trésorier, Monsieur Pierre FONKENELL 1er vice président, Monsieur Mathieu BAYALA Président du club, Monsieur HEMA Arjouma, 3^{ème} vice Président.

faut noter que le club a connu des mouvements en son sein il s'agit notamment des départs, des remplacements, des démissions, des décès. Aujourd'hui le club compte 102 membres. Certains membres ont reçu des distinctions honorifiques dont Mme Chantal COMPTE NIKIEMA.

Pour ce qui est des rencontres internes et externes le club a participé à plusieurs rencontres dont le SEMICA, le lancement du COPA et les JEB.

Grace aux différents systèmes de relance, les recouvrements se sont améliorés considérablement. Toutefois les départs imprévus de certains membres pour des raisons professionnelles ont gêné le bon fonctionnement du club.

En perspective le bureau devrait travailler pour conserver les acquis du bureau sortant et apporter de

nouvelles idées dans le but d'innover. Quant au rapport financier c'est le *trésorier, Monsieur GOW Siaka* qui a fait l'économie de la gestion de la trésorerie en ces termes : « Conformément à nos obligations de reddition des comptes, nous prions de trouver dans les lignes qui suivent, le rapport financier du club relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015. Les chiffres contenus dans ce rapport proviennent de la comptabilité du club et traduisent ses activités.

Cette comptabilité est tenue conformément aux dispositions de la comptabilité de trésorerie. Ainsi donc, seuls les encaissements et les décaissements y sont enregistrés. Cependant, notre tableau des ressources et emplois au 31 décembre a été corrigé des charges à payer afin de mieux traduire la réalité.

La suite à la page 3.



ÉCONOMIE

La suite de la page 2.

Les comptes retraçant les activités du club des Hommes d'affaires Franco-Burkinabè au titre de l'année 2015 s'équilibrent à la somme de FCFA 36 779 524 contre FCFA 32 535 137 au 31 décembre 2014 soit une variation globale de 13% ».

Par ailleurs, le rapport de l'auditeur sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 a été lu par **Monsieur SIAKA GOW** en ces termes :

« Dans le cadre de l'exécution de notre mandat d'auditeur du Club des Hommes d'Affaires Franco-Burkinabè (CHAFFB) que vous avez confié lors de l'Assemblée Générale du 09 Juin 2014, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Ces comptes ont été arrêtés par le Bureau du Club et notre responsabilité est d'exprimer notre opinion sur ces comptes.

RAPPEL DU MANDAT

Le règlement intérieur du Club en son article 13 stipule : la vérification



Monsieur Désiré KAM, nouveau adhérent.

complète de toutes les opérations financières du Club est faite chaque année par un expert-comptable officiel ou toute autre personne qualifiée. Il est demandé par ailleurs à l'auditeur de s'assurer que l'ensemble des dispositions statutaires, de celles prévues au règlement intérieur et

plus généralement des obligations contractuelles signées entre le Club et un tiers ou de celles relevant de l'administration, soient respectées.

DILIGENCES MISES EN ŒUVRE

Elles ont consisté à :

Vérifier la bonne tenue des comptes

S'assurer que les dépenses sont justifiées par des pièces comptables (ce contrôle effectué par sondage et sur les montants les plus importants, n'est pas exhaustif ;

S'assurer que ces dépenses sont conformes à celles décidées par votre Bureau ou par votre Assemblée Générale ;

Contrôler les appels de cotisations ainsi que leurs encaissements ;

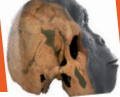
Vérifier les autres recettes du club ;

S'assurer du respect des dispositions des statuts et du règlement intérieur.



Les membres du club.

La suite à la page 4.



ECONOMIE

La suite de la page 3.

L'objectif de tous ces contrôles est d'exprimer une opinion sur le rapport financier, les comptes arrêtés au 31 décembre 2015 et de s'assurer du respect par les responsables du Club des dispositions statutaires et réglementaires. Nous estimons que ces diligences fournissent une base raisonnable à notre opinion.

Données significatives de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

La trésorerie est passée de F/CFA 19 664 136 au 31 décembre 2014 à F/CFA 27 257 114 au 31 décembre 2015 soit une augmentation de F/CFA 7 592 973. Le total des emplois et des ressources est passé de F/CFA 32 535 137 en 2014 à F/CFA 36 779 514 en 2015. Le montant des cotisations encaissées s'élève à F/CFA 15 800 000 contre F/CFA 15 216 734 en 2014. Le montant des cotisations de 2015 inclut F/CFA 3 950 000 au titre des arriérés de cotisations.

Les cotisations se chiffrent à F/CFA 8 700 000.

Les dépenses totales s'élèvent à F/CFA 9 522 400 en 2015 contre F/CFA 12 380 519 en 2014. Les charges à payer s'élèvent à F/CFA 714 561 contre F/CFA 490 482 en 2014

Le CHAFB est propriétaire de mobiliers de bureaux et de matériels informatiques pour une valeur de F/CFA 2 773 432

La revue juridique

Les dispositions statutaires sont respectées. Nous n'avons pas noté de faits contraires à vos statuts et à votre règlement intérieur

OPINION

Nous certifions que les comptes et le rapport financier tels qu'ils vous sont soumis avec un total de ressources et emplois s'élevant à F/CFA 36 779 514 incluant une trésorerie de

F/CFA 27 257 114 reflètent l'image fidèle du patrimoine du club, de la situation financière et du résultat de ses opérations pour l'exercice clos au 31 décembre 2015. »

Après les différentes présentations qui ont été suivies de questions, les nouveaux adhérents ont été présentés à l'assemblée générale et accueillis par acclamation. La cérémonie a pris fin par une interview accordée par le président du CHAFB : « Le CHAFB est club âgé aujourd'hui de 26 ans. Il a pour objectif de développer l'amitié entre les membres et de s'ouvrir aux autorités économiques et financières au niveau national comme au niveau international » dit le Président.

Le prochain rendez-vous est pris pour le premier trimestre 2017.

Relwendé Hervé ROUAMBA pour SCI

INFO GENDARMERIE NATIONALE



Les patrouilles : en résumé leurs buts , c'est pouvoir être le plus proche de vous et éventuellement faire cesser toute infraction ou vous soustraire de tout danger. En conclusion, nous rapprocher de vous!

Cependant pour que ces patrouilles soient réellement efficaces nous avons besoin de votre implication.

N'hésitez donc pas à aller vers nos éléments que vous croisez pour les renseigner ou porter vos préoccupations sécuritaires à leurs connaissances (constats faits par vous, situations ou voisinage suspects ...) .

Rappelez vous, tout détail peut être important !

La Gendarmerie Nationale, une force humaine à votre service .



ÉVÉNEMENT

TIC :

Plus de mille participants à la première édition d'Africa GTBM

Région du Centre



Le Président du comité national d'organisation, Péma Bamouni, en tenue Faso Dan Fani.

Le premier salon d'Africa Global Télécoms Business Meetings (GTBM) a ouvert ses portes le jeudi 24 novembre 2016 à Ouagadougou. Ce salon est placé sous le patronage du chef du gouvernement Paul Kaba Tiéba et prendra fin le 26 novembre 2016.

Placé sous le thème « Investir dans les télécoms en Afrique : quel intérêt ? », la toute première édition du salon d'Africa Global télécoms business meetings (GTBM) a débuté le jeudi 24 novembre 2016 à Ouagadougou sur le site du SIAO. Attirer l'attention des gouvernants, des régulateurs, des entreprises privés et des consommateurs sur la nécessité d'engager urgemment les ressources substantielles dans la recherche et le développement dans le secteur des télécoms et des technologies nouvelles tel est l'objectif de ce salon.

De l'avis du président du comité d'organisation, Péma Bamouni l'Afrique possède du potentiel dans ce domaine. Il a cité en exemple, les nombreuses inventions sur le continent parmi lesquelles la voiture électrique mis au point par un jeune burkinabè. Pour le commissaire de la CEDEAO, Dr Isaias Barreto Da Rosa, les TIC sont un moyen indispensable pour la croissance économique. Raison pour laquelle il a apprécié la tenue de cette cérémonie. « La sous-région ayant besoin de développer d'avantages les télécommunications et les TIC une telle initiative est à saluer » a-t-il ajouté.

Selon Péma Bamouni, le souhait du comité d'organisation est la suivante : un salon de qualité pour cette première édition d'Africa GTBM. Il a confié que leur désir est que tous les participants du salon soient satisfaits afin que la bonne appréciation du salon lui

donne plus d'attractivité dans les années à venir. Le commissaire de la CEDEAO a profité de l'occasion pour parler des objectifs de son institution qui est de garantir l'accessibilité et la sécurité dans tous les pays membres.

Selon le président du comité d'organisation, toutes les personnalités souhaitées ont répondu favorablement à leur appel. Il a souligné la richesse et la diversité au niveau des stands d'exposition. Ces stands seront occupés par des opérateurs de téléphonie, des acteurs de TIC avec de nouvelles inventions visant à faciliter la vie et l'activité économique des populations. Au cours des trois jours, des tables rondes, des conférences, des rencontres d'affaires et d'expositions seront au menu de ce rendez-vous des TIC.

Dores pour SCI



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Une forte contribution de la BADEA en vue pour le financement du PNDES

Guinée Équatoriale



Le Président du Faso, échangeant avec son hôte.

En marge des travaux du IVe Sommet Afrique-Monde arabe tenu le 23 novembre 2016 à Malabo, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE s'est entretenu avec le Directeur Général de la BADEA.

Avec le Dr Sidi OULD TAH, le Président du Faso a échangé sur les perspectives de coopération entre notre pays et la Banque Arabe de Développement Economique en Afrique.

Le DG de la BADEA a exprimé, au cours de l'audience, la disponibilité de son institution à accompagner notre pays pour le financement des projets et programmes de développement. Monsieur OULD TAH a confirmé la participation de la BADEA à la table ronde des bailleurs de fonds, organisé par le Burkina Faso à Paris les 7 et 8



Le Président du Faso, échangeant avec ses hôtes.

décembre prochain. Au cours de ce rendez-vous, pour lequel les dirigeants burkinabé nourrissent beaucoup d'espoirs, la BADEA fera l'annonce d'une contribution substantielle pour le financement du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES).

Le Président du Faso s'est également

informé sur les nouveaux produits de la banque qui peuvent être utiles au Burkina dans le cadre du financement de son développement. Cette rencontre marque le départ de la redynamisation des relations entre le Burkina Faso et l'institution arabe de financement du développement économique en Afrique.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Investissements étrangers au Burkina: La BID veut un titre foncier

Région du Centre

Le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat Monsieur **Maurice_Dieudonné_BONANET**, avec à ses côtés son Directeur de Cabinet Monsieur **Karim ILBOUDO** a reçu en audience des représentants de Banque Islamique pour Développement.

Il s'agit de Monsieur Mohamed GERMAZI spécialiste principale en développement urbain, de Monsieur Omar TOURAY, spécialiste principale au fonds de solidarité islamique pour le développement de la BID et de Monsieur Saliou BOLY, de la représentation locale de la BID au Burkina. Ils sont accompagnés par Souleymane SANOGO et Issouf KONATE de la Direction générale de la Coopération. DGCOP.

La BID veut un terrain dans le cadre d'un projet de renforcement du fond de solidarité islamique au Burkina Faso en vue d'élargir ses investissements dans notre pays. Ils sont venus s'enquérir des conditions



Le Ministre, échangeant avec ses hôtes.

d'accès au foncier dans notre pays.

Cependant ils souhaitent que le terrain soit une contribution additionnelle du Burkina au fond de solidarité islamique.

Le Ministre les a assuré que le Burkina Faso est ouvert aux investisseurs. Il poursuit qu'avec la ministre en charge des finances, ils trouveront la formule appropriée pour les permettre d'investir dans notre pays.



Le Ministre, échangeant avec ses hôtes.

COMMUNIQUE



Nos unités sont présentes sur les routes afin de prévenir les excès de vitesse.

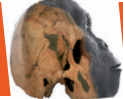
Les vitesses à ne pas dépasser: 50 km/h en agglomération et 90 km/h hors agglomération.

#Attention : tout choc frontal au-dessus de 80 km/h entraîne quasi

inévitablement la mort ou des séquelles irréversibles pour tout passager même avec la ceinture attachée...soyez donc prudent.

Nous vous souhaitons un excellent week-end.

La Gendarmerie Nationale, une force humaine à votre service.



Le Directeur Général Afrique Subsaharienne des Affaires Étrangères du Japon est venu rendre visite au ministre des Infrastructures

Région du Centre



Le ministre échangeant avec son hôte.

Présent à Ouagadougou dans le cadre des consultations Burkina-Japon, le Directeur Général Afrique Subsaharienne des Affaires Étrangères du Japon est venu rendre visite au ministre des Infrastructures.

Accompagné de l'ambassadeur du Japon au Burkina et de celui

du Burkina au Japon, il a échangé avec Éric Bougouma sur de grands projets d'infrastructures comme la réhabilitation de la rocade Sud -Est, l'anneau de croissance, les brigades d'entretien routiers (acquisition de matériel) dans les 13 régions du Burkina. Les discussions ont également porté sur la coopération

dans le domaine de la formation. A l'issue de l'audience, le ministre et ses hôtes sont allés sur le chantier de la rocade Sud-Est qui est en réfection. En rappel, la rocade Sud Est du Boulevard des Tansoba sera bientôt réhabilitée sur financement japonais sous forme de don.



Chronique du gouvernement

Relance des travaux du barrage de Samendéni :

le gouvernement multiplie les efforts en vue de la mise en eau le 31 octobre 2017

En octobre de l'année prochaine, il devrait être procédé à la mise en eau du barrage de Samendéni, situé à une vingtaine de kilomètres de Bobo-Dioulasso. En chantier depuis 2011, ce barrage est considéré comme l'une des plus importantes infrastructures économiques du Burkina Faso, plus spécifiquement dans l'Ouest du pays. Il permettra la mise en place d'un lac artificiel d'une capacité de 1,5 milliard de m³ d'eau et la création d'une zone industrielle agroalimentaire, de même que l'aménagement de 21 000 hectares de périmètres en maîtrise totale d'eau repartis sur 17 sites. Nul doute que le Programme de développement intégré de la vallée de Samendéni (PDIS), permettra de booster la production agricole, en faisant de la région des Hauts-Bassins, le « grenier » du Burkina Faso.

La contribution du PDIS à la croissance économique du pays

Le PDIS, la structure porteuse de la construction du barrage hydro-agricole, entend au terme de ce projet ambitieux, répondre aux attentes des populations de la localité, tout en donnant un souffle économique au grand Ouest. Le barrage de Samendéni devra bénéficier aux populations de 15 communes relevant de 5 provinces de deux régions. Avec 1,5 milliard de m³ d'eau, des

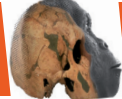


Le barrage de Samandéni en chantier.

périmètres irrigués, le barrage prévoit la production annuelle de 100 000 tonnes de riz, 150 000 tonnes d'autres céréales, et 300 000 tonnes de cultures maraîchères. Il est également attendu la production de 1 800 tonnes de viandes, 50 000 tonnes de fruits et légumes, 2 millions de litres de lait, et 1 100 tonnes de poissons, et 18 gigawatts/heure d'électricité. Sa mise en service contribuera à hauteur de 2% au PIB et 3% à la production nationale de céréales. Initialement prévue en juin 2014, la mise en eau de ce barrage avait été reportée à juin 2016 puis finalement au 31 octobre 2017. Ces multiples reports sont liés aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre

du Plan de gestion environnementale et sociale (PGES), notamment le processus d'indemnisation et de relocalisation des populations de la zone de construction du barrage. L'aménagement des sites d'accueil des populations affectées a été effectué depuis 2010 pour la majorité des villages à délocaliser. Toutefois à ce jour, les travaux sont pour la plupart inachevés et/ou insuffisants pour permettre la réinstallation des populations dans des conditions de vie descentes. Les sites d'accueil aménagés dans les villages de Sikorola et Kokoro sont peu viabilisés et certains hameaux de cultures (Tountoun de Djifoloma et Tiôgô de Sadina) n'ont toujours pas eu un

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.



Chantier du barrage.

point de chute, alors que la mise en eau du barrage était annoncée pour juin 2016. Déjà, les habitants de la zone concernée, réunies au sein du Cadre de concertation des populations déplacées (CCDP), avaient déposé auprès du gouvernement en 2011, une plateforme revendicative en vingt points, dont la plupart tardait à trouver une solution.

Les initiatives du gouvernement en vue de la relance du projet

Le Conseil des ministres en sa séance du 8 avril 2016, avait instruit les ministres en charge du dossier de trouver des solutions afin de relancer le projet. Ces instructions portent, entre autres, sur le remplacement du coordonnateur du projet, l'organisation d'une concertation avec les populations affectées, et des audits organisationnels, institutionnels et financiers. C'est dans ce sens que le ministère de l'Eau et de l'assainissement, en collaboration avec le ministère de l'Economie, des finances et du développement, a mis en place un groupe de travail pour examiner le mémorandum de revendication du Cadre de concertation des populations déplacées (CCPD). Les différentes négociations ont permis d'aboutir à des compromis. Sur les 20 points de revendication du CCPD, deux avaient déjà trouvé

satisfaction. Il s'agit de l'examen des comptes communautaires et les paiements des indemnités des villages de Sikorola et Kokoro. Les autres points ont fait l'objet d'un accord signé entre le Gouvernement et le CCPD. Ces points sont entre autres l'indemnisation des infrastructures individuelles, la réalisation des pistes de désenclavement de la zone du projet, la réalisation d'adductions d'eau potables simplifiées (AEPS) sur les sites d'accueil, la remise de document de propriété foncière, le dédommagement des tombes, l'octroi d'une aide à la construction, etc.

Les mesures d'accompagnement du gouvernement

En vue de la poursuite de la mise en œuvre du projet et la mise en eau du barrage fixé pour le 31 octobre 2017, le gouvernement a établi un chronogramme qui prévoit l'indemnisation directe des populations du 31 octobre 2016 au 30 avril 2017, la construction d'infrastructures sociales du 1er novembre au 30 avril 2016, la reprise et l'achèvement des travaux du barrage du 1er décembre 2016 au 31 octobre 2017, l'installation de la centrale hydroélectrique du 1er janvier au 31 mai 2017, la réception provisoire des travaux en octobre 2017, et la mise en eau du

barrage à partir du 31 octobre 2017. L'application des accords issus des négociations avec les populations déplacées entraîne une incidence financière de 22 232 192 471 francs CFA comprenant 4 928 441 763 francs CFA d'investissements directs, notamment pour les infrastructures, et 17 303 750 707 francs CFA d'indemnisation pour le déplacement des populations. Quant aux appuis divers en intrants et matériels agricoles, ils sont à la charge du ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques. Le rapport ayant été approuvé par le Conseil des ministres du 2 novembre 2016, la prochaine étape sera la cérémonie de remise officielle du protocole d'accord signé par les parties au Premier ministre. Ce qui marquera le début des indemnités. C'est donc soucieux des préoccupations des populations des huit mille (8 000) ménages issus de 17 villages concernés par la délocalisation que le gouvernement, à travers le ministère de l'Eau et de l'assainissement, s'est investi à redonner un nouveau souffle à ce projet qui permettra non seulement de créer des emplois mais aussi de lutter contre la pauvreté et l'exode rural.

Ministère de l'Eau et de l'assainissement



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Ministère en charge de la Communication s'active pour son prochain annuaire statistique

Région du Centre

Le ministère de la Communication des relations avec le Parlement(MCRP) entame ce mercredi le processus d'élaboration de son annuaire statistique 2017.

En effet, le département organise, du 23 au 25 novembre 2016, un atelier pour la conception de la maquette du premier annuaire et des fiches de collectes des données.

Ainsi, le MCRP poursuit sa dynamique de développement des statistiques afin de fournir aux décideurs et aux acteurs de développement du secteur, des outils de prise de décision.

Le Ministère en charge de la Communication s'active pour son prochain annuaire statistique

Région du Centre

La Direction de Développement Institutionnel des Affaires Juridiques(DDIAJ) du ministère de l'environnement tient depuis hier 22 novembre 2016, un atelier national de validation d'un recueil de textes Juridiques au profit du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique.

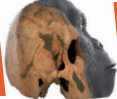
Le ministère de l'environnement fut l'un des premiers départements ministériels à voir le jour au Burkina Faso. Créée en 1976, il dispose de plusieurs textes Juridiques. C'est pourquoi la DDIAJ a entrepris en 2015 une opération de collecte et de recensement de ces textes. Sur le territoire national environ 902 textes ont été recensés qui sont principalement des lois, décrets, décisions, arrêtés et délibérations des conseils municipaux. La DDIAJ a aussi par la suite, travaillé à faire un répertoire de l'ensemble des textes Juridiques depuis la périodes coloniale jusqu'à nos jours. Les participants à l'atelier devraient proposer les grandes idées devant structurer et orienter la stratégie d'élaboration de ce recueil.



Le présidium.



Les participants.



ANNONCES



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UCAO)
ECOLE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE DE KAYA (ESPK)



A l'occasion de la clôture des activités de son

10^e
2006 - 2016
anniversaire

l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK) organise :

Samedi 03 décembre 2016

Journée Portes Ouvertes

Sous le parrainage de M^{me} le Gouverneur de la Région du Centre Nord

A partir de 8H30 :

- Panel sur la Thématique du Développement Durable.

4 sous-thèmes seront abordés :

- ★ **L'économie verte,**
- ★ **Les énergies renouvelables,**
- ★ **La construction en matériaux locaux,**
- ★ **La gestion des ressources en eau.**

- Exposition de :

Produits et Réalisations d'Entreprises : ZI MATERIAUX, SN MAVICO, LEGRAND, LNBTP, CARRURE, CCVA, BTI, YAM INTERNATIONAL, SAAT.

Mini projets des étudiants de l'ESPK : GC - GEII - GHR, FC/MGC

- Kermesse :

Boissons, jus, plats de diverses cultures, Grillades, jeux divers.

A partir de 20H00 : Nuit culturelle

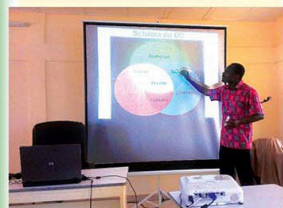
Dimanche 04 décembre 2016

- 9h30 : MESSE D'ACTION DE GRACES

- 12h00 : KERMESSE

- 16h00 : MATCH DE FOOTBALL

Remerciements : • Conférence Episcopale Burkina Niger • Catholic Relief Service • Caisse Nationale de Sécurité Sociale • Economat diocésain Kaya • OCADES Kaya • Radio Notre-Dame Kaya • Direction diocésaine de l'enseignement catholique Kaya • Banque Of Africa • Clinique Notre de la Paix



L'ESPK : l'excellence pour mieux servir !



JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

**POSTE : DELEGUE(E)
NATIONAL(E) MADAGASCAR**

Description

Planète Urgence

Planète Urgence est une association française de solidarité internationale créée en 2000 autour d'un modèle d'engagement singulier, le Congé Solidaire©. Ce dispositif présent dans plus de 20 pays, permet à tout citoyen de réaliser une mission de transfert de compétence de courte durée auprès d'une structure locale partenaire. Planète Urgence est Reconnue d'Utilité Publique (RUP) depuis 2009.

Depuis 2008, l'association soutient également des projets conciliant protection de l'environnement et développement socio-économique des communautés.

Planète Urgence à Madagascar

Les premières missions Congé Solidaire® se sont déployées en 2005 en soutien à un collectif d'associations paysannes de la région de Tsiroanomandidy. A partir de 2006, l'association a développé des projets de formation d'adultes, de protection de la biodiversité et d'appui éducatif. Aujourd'hui, Planète Urgence compte un réseau de 21 partenaires actifs sur tout le territoire malgache, met en œuvre près de 40 projets et reçoit annuellement de 100 à 120 volontaires.

A partir de 2008, le programme « Environnement et Développement » a permis de lancer des projets conciliant protection de l'environnement et aide au développement ont démarré en Analamanga puis en Itasy autour du reboisement et du développement communautaire. Un programme d'envergure d'une durée de 4 ans

visant l'efficacité énergétique de la filière bois énergie en Région Itasy et Analamanga (AFIBERIA), sous financement européen est mis-en-œuvre depuis mars 2015. Planète Urgence en assure à la fois la coordination générale, le suivi-évaluation et l'exécution de certaines activités.

La délégation est constituée de 3 services : le Congé Solidaire® (1 coordinatrice et 1 chargée de mission), Environnement et Développement (1 coordinatrice, 1 chef de projet) et Administration-Finances (1 responsable administratif et financier / contrôleur de gestion rattaché à la Direction financière du siège, 1 chargée administration-finance, 1 logisticien). Les locaux abritent également la « Maison des volontaires », qui accueille les missions de Congés Solidaire® sur la capitale ou en transit vers les régions d'intervention.

Deux bureaux régionaux en Itasy ont ouvert en 2015 avec un assistant technique, 1 coordinateur régional, 3 responsables techniques et 2 forestiers socio-organisateur.

Le poste est basé en capitale, avec des déplacements occasionnels sur les zones des projets et sur l'ensemble du territoire.

RESPONSABILITES

Le/la Délégué(e) National(e) est responsable de la direction générale de la délégation à Madagascar.

Intégré(e) aux réseaux d'acteurs locaux, il/elle assure la représentation, la supervision et le développement des activités opérationnelles et financières.

A ce titre, il/elle est force de

proposition pour co construire les orientations stratégiques, de développement des activités et des financements en conformité avec le cadre stratégique de Planète Urgence. Il/elle a pour mission d'accompagner les équipes dans la mise en œuvre des activités planifiées, dans le respect des règles locales et des engagements pris par l'association auprès de ses bailleurs et donateurs, dans une démarche qualité indispensable à l'atteinte des résultats attendus. Il/elle est garant(e) de l'équilibre financier de la délégation par la bonne utilisation des fonds. Il encadre et supervise l'ensemble des ressources humaines à Madagascar.

Rattaché(e) hiérarchiquement aux Responsables de Programme en charge de Madagascar au siège de l'association, les principales responsabilités du/de la délégué(e) national(e) de Planète Urgence à Madagascar sont les suivantes :

Représentation de l'association

Représente l'association auprès des autorités locales, nationales et internationales, des bailleurs de fonds, des ONG et toute structure partenariale actuelle et potentielle, ce afin d'assurer une large visibilité de l'association à Madagascar

Arbitre et valide au nom de Planète Urgence à Madagascar (délégation de signature de PU)

Participe aux ateliers, clusters et réseaux thématiques d'intérêt.

Management

Encadre l'ensemble des ressources humaines de la Délégation

Supervise le travail des 3 services CS et ED et adminfin)

La suite à la page 14.



La suite de la page 13

Analyse et améliore les processus opératoires et outils de suivi et d'évaluation du fonctionnement de la Délégation et de la coordination des équipes

Organise et anime les temps de travail collectifs

Assure la gestion des risques et la veille sécuritaire: en charge du protocole de sécurité de la Délégation et de sa mise à jour, analyse et état des lieux réguliers notamment par le développement d'un réseau d'informateurs.

Planification stratégique et développement des activités

Définit et propose en concertation avec ses coordinateurs de programmes et en lien avec les responsables de programme au siège, les orientations stratégiques de la délégation conduisant au développement des activités;

Participe à la conception de nouveaux projets illustrant les choix stratégiques et les valide ;

Identifie, développe et formalise de nouveaux partenariats locaux répondant aux choix stratégiques définis ;

Définit, propose et assure la mise en œuvre de la stratégie de recherche de financements locaux. Pour cela prospecte de nouveaux partenaires financiers (bailleurs de fonds locaux et internationaux -institutionnels, fondations d'entreprises) et identifie les appels à projets/lignes de subvention adéquats;

Impulse/supervise la rédaction des dossiers de financements/propositions de projets permettant d'augmenter les ressources de la Délégation et des programmes, en lien avec le siège.

Supervision de la mise en œuvre des

projets

Anime et encadre la définition et le suivi des Plans de Travail Annuels des différents services

Assure un suivi de la bonne mise en œuvre des activités des projets

Assure le reporting des activités à destination du siège (reporting mensuel et annuel) ainsi que des différents partenaires financiers et bailleurs de fonds (validation des rapports) ;

Organise, supervise et anime les évaluations internes portant sur les résultats et impacts des actions, organise les évaluations externes et le processus de capitalisation,

Analyse et améliore les processus opératoires et outils de suivi et d'évaluation ;

Participe dès que nécessaire aux réunions opérationnelles et visites de terrain.

Supervision de la gestion administrative et financière

Veiller au respect des obligations de Planète Urgence vis-à-vis de ses partenaires/bailleurs ;

Participe à l'élaboration et la consolidation du budget annuel de la délégation et aux révisions trimestrielles ;

Valide les rapports financiers ;

Assure l'analyse et le suivi budgétaire de l'ensemble des dépenses de la Délégation, en lien avec ses coordinateurs et les RP au siège ;

En charge du contrôle qualité : garant(e) du respect de l'ensemble des procédures applicables et de la conformité de la Délégation vis-à-vis des réglementations locales (enregistrement, fiscalité, droit du

travail...);

Assure la gestion de la trésorerie de la délégation (Transferts siège, gestion des comptes bancaires, ...)

Participe au comité de sélection des achats et valide les procédures de passation de marché selon la procédure applicable ;

Supervise les dépenses (validation des demandes d'engagement de dépenses) ;

Valide la comptabilité de la délégation et des programmes. Assure la clôture mensuelle de la comptabilité de l'ensemble de la délégation dans le respect des processus établies et du planning mensuel demandé.

Conduit les entretiens annuels des coordinateurs CS et ED, en lien avec les 2 RP au siège et participe aux entretiens des n-2 ;

Valide les contrats de travail, demande des congés.

Valide les recrutements et la formation des personnels (annonce, profils de postes, contrats).

Communication

Participe à la mise en place d'une stratégie de communication

Contribue à la remontée vers le siège d'éléments de communication : témoignages, articles, photos, etc.;

Assure la production de rapports et documents de présentation des activités

Identifie les besoins et assure la production d'outil et de supports de communication

Ville Antananarivo, Madagascar

Expériences / Formation du

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14

candidat

Une formation supérieure généraliste (développement/relations internationales)

Expérience validée de 5 ans (dont au moins 3 ans sur le terrain) dans le développement, en contexte multiculturel, avec au minimum une première expérience en tant que chef de mission ou un poste similaire

Bonne connaissance de la gestion des contrats de financements européens

Maîtrise de la suite Office (Excel, Word et Powerpoint)

Excellentes capacités de gestion, d'organisation et de planification

Très fortes capacités d'analyse et de synthèse

Très bonnes qualités rédactionnelles et relationnelles

Connaissances des problématiques de développement local et de protection de l'environnement appréciées.

Langues parlées

Français impératif

Pour un expatrié, la maîtrise du malgache serait un plus.

Qualité du candidat

Leadership, aptitude à prendre des décisions, à animer et à fédérer les équipes et partenaires autour d'une dynamique commune

Sens de l'écoute, du dialogue et de la médiation

Rigueur et autonomie

Adaptabilité et flexibilité

Fonctions **A n i m a t i o n**, Formation, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités **A g r i c u l t u r e**, Environnement, Animation, Formation, Education, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Afrique, Madagascar

Contrat CDD, Volontariat / service civique

Durée du contrat

Entre 12 et 24 mois

Salaire / Indemnité

Contrat local ou expatrié (formalisation à définir) avec une rémunération de 1700 et 1900€ bruts selon expérience, avec une couverture santé.

Pas de prise en charge du logement.

Documents à envoyer

Merci d'envoyer un CV, une lettre de motivation.

2 recommandations seront demandées pour les entretiens.

Merci de ne pas nous relancer. Sans réponse de notre part sous 3 semaines, merci de considérer que votre candidature n'a pas été retenue.

Nom de la personne contact

Marjolaine Edouard, Responsable de Programme

Email de la personne contact
medouard@planete-urgence.org

Date de fin de validité 09/12/2016

Avis de recrutement

POSTE : Ukraine - Un gestionnaire WASH projet dans Kostyantynovka

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est un but non lucratif, organisation d'aide internationale non gouvernementale, non politique et non religieux. Nos équipes sont engagés à soutenir les victimes de marginalisation et exclusion des civils, ou frappés par catastrophes

naturelles, guerres et effondrements économiques, en répondant leurs besoins fondamentaux. Notre objectif est de fournir secours urgence aux personnes déracinées dans but d'aider à retrouver leur dignité être trouver autosuffisance. L'association mène en moyenne 250 projets par année dans les secteurs d'intervention suivants : sécurité alimentaire, santé, nutrition, construction et réhabilitation des infrastructures, eau, assainissement,

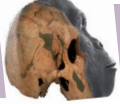
hygiène et reprise économique. PUI fournit assistance à environ 4 millions personnes dans 22 pays - en Afrique, Asie, Moyen Orient, Caucase et Europe.

Renseignez-vous sur notre histoire et les valeurs

Situation et les besoins humanitaires :

Depuis Avril 2014, l'Ukraine orientale a connu un conflit armé important ; l'armée ukrainienne

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

est obligée de repousser des groupes séparatistes pro-russes. Une partie importante de l' Donetsk et de Lougansk oblasts (régions) sont maintenant contrôlés par les séparatistes, qui ont déclaré l'indépendance de deux nouveaux Etats, encore non reconnus par la communauté internationale : « Donetsk République populaire » et « République populaire de Lougansk. » Malgré la signature d'un accord de cessez-le feu entre les autorités ukrainiennes et les séparatistes, les combats ont persisté, ce qui provoque un nombre considérable de victimes. En été 2016 intense, des bombardements aveugles continue dans des zones densément peuplées dans différents endroits le long de la ligne de front dans l'est de l'Ukraine. À la suite de l'escalade des hostilités armées, arrêts de bus et les transports en commun, les marchés, les écoles et les jardins d'enfants, les hôpitaux et les zones résidentielles continuent d'être indistinctement décortiqués en violation flagrante du droit international humanitaire. Le conflit a eu un impact extrêmement négatif sur la population vivant dans la région qui équivaut à plus de 5 millions et a provoqué le déplacement de 1,4 million de personnes principalement concentrés dans les zones plus proches de la zone de conflit.

L'accès humanitaire à certaines zones reste très limité, en particulier dans les zones où les hostilités ont lieu, et qui entravent l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations les plus vulnérables qui ont besoin d'une aide humanitaire en raison de l'effet combiné d'un conflit, le déplacement et l'extrême pauvreté. Depuis le début du conflit, la population fait face à la pénurie dans les aliments, les services de santé, des articles ménagers et des abris, et souffrent de détresse psychologique.

Notre action dans le domaine :

Priorité PUI est d'améliorer ou de rétablir un accès équitable à la santé de la qualité, de l'eau et des services d'assainissement pour les plus vulnérables vivant de la population dans les villes situées le long de la ligne de contact dans l'oblast de Donetsk. PUI centre de fourniture d'aide humanitaire aux populations vulnérables dans la zone touchée par le conflit en utilisant la stratégie d'approche complexe basée sur l'expertise technique, médical et non médical.

Cliquez ici pour plus d'informations au sujet de notre réponse à la crise

Dans le cadre de nos activités en Ukraine, nous recherchons un chef de projet WASH en Kostyantynovka.

L'approvisionnement en eau, assainissement et hygiène Program Manager (WASH PM) sera responsable de la gestion et de la mise en œuvre d'un projet WASH intégrés dans l'Est de l'Ukraine.

Le WASH PM travaillera sous la supervision du coordonnateur de terrain basé à Kostyantynovka

Les principaux objectifs du poste WASH PM sont à réaliser correctement les tâches globales suivantes

Une bonne mise en œuvre de tous les aspects du projet de l'UNICEF WASH

Management d'une équipe de tout le personnel opérationnel au sein du projet.

Capacité à concevoir et à intensifier l'approvisionnement en eau, les systèmes d'assainissement et d'intervention Hygiène

Programmes : Il / Elle assurera la mise en œuvre et la surveillance de

tous UNICEF - L'AVER activités connexes dans la zone ciblée.

Ressources humaines : Il / Elle supervisera l'équipe WASH (employés PUI et des journaliers).

Logistique et administration : Il / Elle supervisera les fonctions logistiques et administratives du projet (s) sous sa / ses responsabilités.

Représentation : À la demande de son / ses supérieurs, il / elle représentera l'organisation aux partenaires locaux, les autorités et les parties prenantes en ce qui concerne la portée du projet WASH.

Sûreté et sécurité : Il / Elle aidera à suivre la sécurité et les règles de sécurité sur la base et transmettra toutes les informations de sécurité à sa / son superviseur.

Stratégie : Il / Elle aidera à développer de nouvelles opérations au besoin.

Ne pas hésiter à regarder la description de poste ci-dessous pour tous les détails dont vous avez besoin.

Pour rester à jour avec nos nouvelles offres d'emploi, rejoignez notre groupe Facebook Mon emploi dans le domaine.

Ville Kostyantynovka

Expériences / Formation du candidat

Formation :

Licence en hydraulique, sciences de l'eau et / ou de la gestion de l'eau / logiciel WASH Humanitaire et aspects matériels

De l'expérience :

Humanitaires (minimum 2 ans dans la gestion de projets WASH)

International

La suite à la page 17



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

Technique

Connaissances et compétences :

Bonne capacité d'analyse et d'écriture

La compréhension de la gestion du cycle de projet

Capacités de bonne gestion et de l'équipe

Esprit de leadership

Logiciel :

Pack Office

, AutoCAD, GIS de logiciels hydrauliques

Obligatoires Caractéristiques personnelles :

Minimum 2 ans d'expérience en intervention d'urgence WASH

Capacité à travailler de façon autonome et avec un sens de l'initiative et de la responsabilité

Diplomatique et ouvert d'esprit

Aptitude à organiser et gérer les priorités

Possibilité de faire des propositions et de trouver des solutions

Capacité de travailler et de gérer les gens d'une manière professionnelle

et mature

Capacité à prendre en considération l'environnement local et ses aspects politiques, économiques et historiques

Mobilité : Voyage étendue peut être nécessaire

Langues parlées

Requis : Anglais

Souhaitable : Français

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités Génie civil, Hydraulique

Pays Europe, Ukraine

Contrat CDD

Durée du contrat

Employé avec un contrat à durée déterminée - 5 mois

Date de début: Janvier 2017

Salaire / Indemnité

Revenu brut mensuel : de 1 815 à 2 145 euros en fonction de l'expérience de solidarité internationale + 50 Euros par semestre ancienneté PUI

Coût couvert: transport aller-retour

vers et depuis la maison / mission, les visas, les vaccins ...

Assurance , y compris la couverture médicale et les soins de santé complémentaires, 24/7 assistance et rapatriement

Logement dans des logements collectifs

Dépenses de la vie quotidienne («Per diem»)

Pause Politique : 5 jours ouvrables à 3 et 9 mois + casser l'allocation

Payé Leaves Politique : 5 semaines de congés payés par an + retour billet tous les 6 mois

Documents à envoyer

S'il vous plaît, envoyez votre candidature (CV et lettre de motivation) à l'adresse ci-dessous avec le sujet suivant: «WASHPM-UKR».

Nom de la personne contact

Sophie Kessel, agente des ressources humaines pour les expatriés.

Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org

Date de fin de validité 31/12/2016



Avis de recrutement

POSTE : Project officer Southern Syria – Jordan

Description

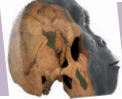
About ACTED

Since 1993, as an international non-governmental organization, ACTED has been committed to immediate humanitarian relief to support those

in urgent need and protect people's dignity, while co-creating longer term opportunities for sustainable growth and fulfilling people's potential. ACTED endeavors to respond to humanitarian crises and build resilience; promote inclusive and sustainable growth; co-construct effective governance and support the

building of civil society worldwide by investing in people and their potential. We go the last mile: ACTED's mission is to save lives and support people in meeting their needs in hard to reach areas. With a team of 4,300 national staff 300 international staff, ACTED is active in 35 countries and implements more

La suite à la page 18.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17.

than 490 projects a year reaching over 11 million beneficiaries. More on www.acted.org

Country Profile

Number of projects

9

Number of areas

4

Number of national staff

333 (August 2016)

Annual budget (EUR)

\$28.5M (est. 2016)

Number of international staff

50 (August 2016)

Position context and key challenges

ACTED Jordan provides emergency humanitarian assistance as well as longer term development programs reaching over 150,000 direct beneficiaries in Jordan in 2016. ACTED's operations are spread across Amman as the Country Office, and three area offices:

– From its office in Marfaq, ACTED provides support to vulnerable Jordanians and Syrian refugees of Northern Jordan including household rehabilitations, emergency assistance (cash, vouchers and in-kind), as well as water/sanitation infrastructure. ACTED is also working to develop sustainable livelihood programmes.

– In Za'atari King Abdulla and Cyber City refugee camps, ACTED provides water supply, solid waste management, hygiene promotion, community mobilization, repair and maintenance and has completed the initial phase of the Za'atari water network for over 80,000 refugees.

– In Azraq (including

Azraq refugee camp), ACTED provides water supply, solid waste, desludging and food assistance for approximately 35,000 refugees.

ACTED also partners with REACH, who provides information management support to working groups and sectors nationally. The Amman office is also ACTED's Regional Coordination Office for the MENA region. Through it, ACTED supports civil society development through a regional program across Jordan, Palestinian Territories, Egypt, Tunisia, and Libya. In addition, the Regional Coordination Office provides support to the MENA region, including operations in Iraq, Turkey, Lebanon, Yemen, as well as those mentioned earlier, supporting ACTED's response to the Syrian refugee crisis across the region.

Key roles and responsibilities

1. Project Planning
2. Project Implementation Follow-up
3. Administration and Operational Management of Project Implementation
 - 3.1. Finance
 - 3.2. Logistics
 - 3.3. Administration/HR
 - 3.4. Transparency
 - 3.5. Security
4. External Relations
5. Quality Control
6. Reporting

Ville Amman

Expériences / Formation du candidat

At least 2 years of field experience in program management and

coordination

Familiarity with the aid system, and ability to understand donor and governmental requirement

Excellent communication and drafting skills;

Able to coordinate and manage staff and project activities;

Proven ability to work creatively and independently both in the field and in the office;

Being a strong team player and adept at creating a strong team spirit;

Ability to organize and plan effectively;

Ability to work with culturally diverse groups of people;

Ability to travel and work in difficult conditions and under pressure;

Knowledge of local language and/or regional experience an asset

Langues parlées

English

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Moyen Orient, Jordanie



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

Contrat CDD

Durée du contrat

6 months, renewable

Salaire / Indemnité

Salary defined by the ACTED salary grid; educational level, expertise, hardship, security, and performance are considered for pay bonus

Additional monthly living allowance

Free food and lodging provided at the organisation's guesthouse/ or housing allowance (depending on contract length and country of assignment)

Transportation costs covered, including additional return ticket + luggage allowance

Provision of medical, life, and repatriation insurance + retirement package

Documents à envoyer

Please send your application including cover letter, CV and references to jobs@acted.org under Ref: PO/JOR/SA

Email de la personne contact
jobs@acted.org

Date de fin de validité 22/12/2016

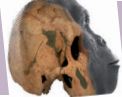
AGENDA



BURKINA FASO

Du 28 au 29 novembre 2016

**10ème atelier de formation
en Assurance Qualité de
l'enseignement supérieur**



ANNONCES

9^e Prix
CSRS-Fonds
Eremitage
2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantième du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fond Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT
Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE
Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra:

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants:

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de:

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Allassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAI DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@fri.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR ci-dessus

**CSRS
Conseil de Fondation**
Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

19 11 2016 AU 26 11 2016 Groupe 1

AVENIR	22625361338	MAGNIFICAT	22625412990
BAOWENDSOM	22625414499	MARE	22625341128
BEATITUDES	22625374711	MONDEROU	22625340528
BENAIA	22625372830	NOUVELLE	22625306133
CAMILLE	22625366127	PANACEA	22625366688
CARREFOUR	22625332310	PELEGA	22625350501
CENTRE	22625311660	RAJIB TIGA	22625407588
DESA	22625475050	RIVAGE	22625341939
ELITE	22625419177	SAINT BERNARD	22625451482
GOULMOU	22625436305	SAINT JEAN	22625370033
INDEPENDANCE	22625312717	SILMISSIN	22625372013
JOBER	22625455175	SILOE	22625315068
KABORE DOMINIQUE	22625384884	SONG TAABA	22625366462
KENEYA	22625307138	ST FRANCOIS D'ASSIZE	22625368585
KOSSODO	22625356304	TRYPANO	22625332941
LIBERTE	22625307452	WEND LA LAAFI	22625431213

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poïda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjounan Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

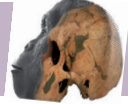
1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com /Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@iscbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouédraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Sous le patronage de M. Tahirou Barry

Ministre de la Culture, des Arts et du Tourisme

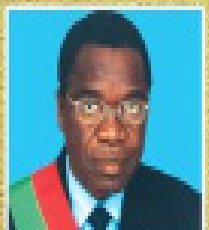
Sous le Parrainage de M. Célestin Koussoubé

Président du Conseil Régional des Hauts bassins

et du Co-parrainage du Monseigneur Anselme Titiamo SANON

Sous la Présidence de M. Georges Anicet OUEDRAOGO

Président de l'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso



LA PLATE-FORME CULTURELLE DES UNIVERSITÉS DU BURKINA

Présente

GRAND PANEL DEBAT

Animation culturelle des étudiants

A Bobo-Dioulasso le 26 novembre 2016
à partir de 15h A IINSSA Amphithéâtre
Tinga Robert Djiguemde

THEME: 'Education culturelle et artistique dans les universités;
Etats des lieux, et perspectives'

Intervenants au panel:

- 1) CERAV/AFRIQUE
- 2) DIRECTION REGIONALE DE LA CULTURE
- 3) Monseigneur Titiamo SANON
- 4) Pr TOGUYENI
- 5) Partage d'expérience d'artiste
- 6) THV TOE Victorine

Prestations artistiques:

- 1) Orchestre de l'UPB
- 2) Troupe Théâtrale UPB
- 3) Collectif Slameur UPB
- 4) Afrikan da
- 5) Mak la Gâchette

**Contact: 60 01 31 34
78 99 04 03**